



RAPPORT INTERMÉDIAIRE CONSOLIDÉ
1^{ER} TRIMESTRE, PÉRIODE TERMINÉE LE 31 MARS 2010

TABLE DES MATIÈRES
Rapport de gestion

1. Points saillants	2
2. Description des activités de la Compagnie	4
3. Information sur les taux de change	4
4. Analyse des résultats	5
5. Flux de trésorerie	9
6. Situation financière	11
7. Sources de financement	12
8. Structure de capital	13
9. Conformité aux PCGR	14
10. Résultats d'exploitation trimestriels consolidés	16
11. Modifications de comptes futures	17
12. Gestion des risques	19
13. Efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière	20
14. Perspectives	21
Signatures et date	21
États financiers	22



Siège Social
 170, boul. Industriel
 Boucherville, Québec
 J4B 2X3
 Tél. : (450) 641-2440
 Fax : (450) 449-4908
 Internet : www.uniselect.com

Inscription boursière
 Symbole :
 UNS, Bourse de Toronto

Relations avec les investisseurs
 M. Denis Mathieu, CA, Vice-président et chef de la direction financière
 Tél : (450) 641-6905

INTRODUCTION

Ce rapport de gestion sur les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour la période terminée le 31 mars 2010 en comparaison avec la période terminée le 31 mars 2009 et sur la situation financière au 31 mars 2010 en comparaison avec le 31 décembre 2009, devrait être lu avec les états financiers consolidés et les notes complémentaires. Les renseignements contenus dans le présent rapport de gestion tiennent compte de tout événement important survenu avant le 4 mai 2010, date de l'approbation des états financiers et du rapport de gestion par le conseil d'administration de la Compagnie. Ils présentent la situation de l'entreprise et son contexte commercial tels qu'ils étaient, au meilleur de la connaissance de la direction, au moment de la rédaction de ces lignes.

De l'information additionnelle sur Uni-Sélect, y compris les états financiers vérifiés au 31 décembre 2009 et la notice annuelle de la Compagnie, est disponible sur le site SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

Dans le présent rapport de gestion, « Uni-Sélect » ou la « Compagnie » désigne, selon le cas, Uni-Sélect Inc., ses filiales, divisions et coentreprises, ou l'une d'entre elles. À moins qu'il ne soit indiqué autrement, toutes les données financières présentées dans ce rapport de gestion, incluant les montants dans les tableaux, sont exprimées en milliers de dollars canadiens, et les comparaisons se font par rapport à la période antérieure.

Certaines sections de ce rapport de gestion présentent des déclarations prospectives qui, par leur nature, comportent certains risques et incertitudes, si bien que les résultats réels pourraient être différents de ceux qui sont envisagés dans les déclarations prospectives. La direction d'Uni-Sélect, à moins d'y être tenue par les lois sur les valeurs mobilières applicables, n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou à la révision des déclarations prospectives en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou d'autres changements.

Les états financiers intermédiaires en date du 31 mars 2010 n'ont pas fait l'objet d'un examen par le vérificateur de la Compagnie.

SOMMAIRE

Uni-Sélect a réalisé des ventes de 306 964 \$ pour le premier trimestre 2010, soit une hausse de la croissance organique de près de 1 % principalement aux États-Unis. Ces ventes reflètent les efforts mis de l'avant afin d'améliorer la fidélisation des clients ainsi que la recherche de nouveaux créneaux. Uni-Sélect a dégagé une marge du BAIIA ajustée de 5,2 %, en baisse par rapport à la période correspondante de 2009 résultant de la pression sur les marges qui sévit toujours aux États-Unis en partie contrebalancée par les réductions de dépenses liées aux magasins fermés et vendus en 2009.

1. FAITS SAILLANTS DU TRIMESTRE (liés aux activités poursuivies)

	Période de trois mois terminée les		
	31 mars 2010	31 mars 2009	%
(en milliers de dollars, sauf montant par action et pourcentage)			
Ventes	306 964	350 844	(12,5 %)
Bénéfice d'exploitation ajusté lié aux activités poursuivies	15 815	20 709	(23,6 %)
<i>Marge bénéficiaire d'exploitation ajustée liée aux activités poursuivies</i>	5,2 %	5,9 %	
Bénéfice d'exploitation lié aux activités poursuivies	14 614	20 709	(29,4 %)
Bénéfice ajusté lié aux activités poursuivies	8 385	8 994	(6,8 %)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	7 601	8 994	(15,5 %)
Bénéfice net	7 601	8 013	(5,1%)
DONNÉES PAR ACTION ORDINAIRE			
Bénéfice de base ajusté lié aux activités poursuivies	0,43	0,46	
Bénéfice de base lié aux activités poursuivies	0,39	0,46	
Bénéfice net de base	0,39	0,41	
Dividende	0,117	0,108	
Nombre d'actions émises en fin de période	19 716 357	19 697 727	
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	19 722 337	19 708 796	
SITUATION FINANCIÈRE			
Fonds de roulement	384 317	395 362	
Actif total	777 298	775 657	
Endettement total net	207 327	170 079	
Capitaux propres	371 876	372 918	
Dette à long terme / les capitaux propres	48,8 %	50,0 %	
Dette totale nette / capital investi	35,8 %	31,4 %	
Dette financée par emprunt sur BAIIA lié aux activités poursuivies	2,51	1,92	
Rendement des capitaux propres moyens lié aux activités poursuivies	11,1 %	11,6 %	
Rendement des capitaux propres moyens	10,1 %	10,3%	
Valeur comptable par action	18,86	18,91	

Le premier trimestre 2010 s'inscrit dans la continuité du plan corporatif de la Compagnie et témoigne des diverses actions entreprises en 2009:

- **Suite au recentrage sur ses activités**, la Compagnie a jugé bon de réorganiser la structure de fonctionnement pour mieux réaliser son plan stratégique quinquennal. La nouvelle structure organisationnelle abolit les frontières entre le Canada et les États-Unis en créant deux divisions fondées sur la nature même de sa clientèle. Autant les nouvelles divisions « Grossistes et Comptes majeurs » et « Magasins corporatifs » viseront à développer leur plate-forme de croissance respectives qui devraient être une source de croissance organique pour la Compagnie. La Compagnie est d'avis que ces deux divisions sont grandement liées puisque l'une est responsable de l'approvisionnement de l'autre. Toute tentative de séparation des résultats entraînerait des allocations arbitraires qui rendrait le jugement que pourrait porter le lecteur non-conforme à la réalité. Cette annonce faite en janvier dernier amène un changement au niveau de la présentation et de l'analyse des résultats, ceux-ci étant maintenant présentés seulement d'un point de vue consolidé.
- **Le rachat de la part des actionnaires minoritaires américains** dans Uni-Select USA effectué au quatrième trimestre de 2009 a un impact positif de 971 \$ ou 0,05\$ par action pour le trimestre;
- **L'acquisition du regroupement AIM** aux États-Unis au cours du présent trimestre va permettre d'augmenter les ventes d'expéditions directes (la livraison de produits directement des fabricants aux clients).
- **La vente d'un magasin** conclue au cours du trimestre, ainsi que celle d'un second emplacement le 1^{er} avril 2010, témoignent du recentrage sur les activités de distribution au Canada;
- **La vente des actifs du Groupe Poids Lourds au cours du troisième trimestre de 2009** procure une amélioration de 0,05 \$ du bénéfice net par action comparativement au même trimestre de l'année antérieure;
- **Le développement du système de gestion intégré** suit son cours. Durant le trimestre 7 565 \$ de dépenses en capital et 1 201 \$ de dépenses d'opération ont été encourues relativement à ce projet;
- **La nouvelle structure de financement** a permis d'abaisser, tel que prévu, le taux d'imposition consolidé au 31 mars 2010.

2. DESCRIPTION DES ACTIVITÉS

UN JOUEUR CLÉ DE L'INDUSTRIE

Fondée en 1968, Uni-Sélect est un important distributeur de pièces de remplacement, d'équipement, d'outillage et d'accessoires pour véhicules automobiles en Amérique du Nord. Leader au Canada, Uni-Sélect occupe le 7^e rang des distributeurs en Amérique du Nord. Avec ses 65 centres de distribution, ses 272 magasins et ses 4 823 employés, Uni-Sélect représente un des plus importants réseaux de grossistes indépendants de pièces automobiles comptant près de 2 500 grossistes et 3 500 points de ventes.

La Compagnie joue un rôle essentiel en faisant le lien entre les fabricants de pièces automobiles et les grossistes et installateurs qui forment sa clientèle. Ayant accès à plus de un million de pièces et accessoires automobiles, Uni-Sélect assure une gestion efficace de la chaîne d'approvisionnement, gardant constamment en inventaire plus de 350 000 numéros de pièces différentes afin de répondre aux besoins de sa clientèle.

Uni-Sélect se démarque de la concurrence par son modèle d'affaires caractérisé par un focus et une offre de solutions flexibles pour les grossistes indépendants et les installateurs. Les grossistes indépendants, et clients de Uni-Sélect s'approvisionnent selon leurs besoins en produits de marques nationales grâce à un accès mixte, direct auprès des fournisseurs ou des entrepôts Uni-Sélect répartis stratégiquement sur tout le territoire nord-américain. De plus, conscient que chaque client est un entrepreneur, Uni-Sélect entretient avec ces derniers des relations de partenariat qui visent à assurer leur réussite. Ainsi, la Compagnie leur offre un menu à la carte qui leur permet de payer uniquement pour les programmes et les ressources désirés afin de les aider à rencontrer leurs objectifs de développement et de croissance, qu'il s'agisse de programmes marketing, de bannières ou de programmes de gestion d'inventaire et de commandes. De plus, Uni-Sélect propose à ses clients des programmes de succession pour faciliter leur transition le cas échéant.

3. DONNÉES SUR LE TAUX DE CHANGE

Le tableau suivant présente les renseignements sur les taux de change en fonction des taux de la Banque du Canada, indiqués en dollars canadiens par tranche de 1.00 \$ US :

	31 mars 2010	31 mars 2009
Moyenne pour la période	1.04	1.24
	31 mars 2010	31 déc. 2009
Fin de la période	1.01	1.05

Puisque la Compagnie utilise le dollar canadien comme monnaie de présentation dans les états financiers consolidés et dans le présent document, sauf indication contraire, les résultats des opérations américaines sont convertis en dollar canadien au taux moyen de la période. Les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien dont elle traite dans le présent document sont donc liés à la conversion

en dollar canadien des résultats de ses opérations américaines et n'ont pas d'impact économique réel sur sa performance puisque la plupart de ses revenus et de ses charges consolidés sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de ses résultats à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

4. ANALYSE DES RÉSULTATS

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS (liés aux activités poursuivies)

(en milliers de dollars, sauf pourcentages)

	Premier trimestre		
	2010	2009	%
Ventes			
États-Unis	193 189	232 936	(17,1 %)
Canada	113 775	117 908	(3,5 %)
	306 964	350 844	(12,5 %)
BAIIA	14 614	20 709	(29,4 %)
Marge du BAIIA	4,8 %	5,9 %	
Éléments non récurrents ^(A)	1 201	-	
BAIIA ajusté	15 815	20 709	(23,6 %)
Marge du BAIIA ajustée	5,2 %	5,9 %	

^(A) Pour plus de détail, voir le tableau ci-après et la section « Conformité des principes comptables généralement reconnus au Canada ».

Le tableau suivant présente les différents frais non-récurrents ainsi que la conciliation du BAIIA et du bénéfice lié aux activités poursuivies ajustés.

Tableau des éléments non-récurrents

(en milliers de dollars)	Premier trimestre	
	2010	2009
BAIIA tel que présenté	14 614	20 709
Frais liés au développement du progiciel de gestion intégrée ⁽¹⁾	1 201	-
BAIIA ajusté	15 815	20 709
Bénéfice tel que présenté	7 601	8 994
Frais non récurrents net d'impôts	784	
Bénéfice ajusté	8 385	8 994

⁽¹⁾ Comprend notamment les frais liés à la conversion des données et à la formation des employés.

VENTES

En excluant l'impact des éléments suivants, au cours du premier trimestre la croissance organique a été de 0,6%, soit 0,9 % aux États-Unis et 0,2 % au Canada:

- L'effet de la variation de la devise canadienne comparée à la devise américaine qui a eu un impact négatif de 11,0 % sur les ventes;
- La fermeture de magasins non rentables et/ou dans des régions à faible potentiel aux États-Unis au cours de l'exercice 2009 et
- L'effet sur les ventes de la cession de 15 magasins au Canada en cours des récents trimestres;

BAIIA AJUSTÉ LIÉ AUX ACTIVITÉS POURSUIVIES

La marge du BAIIA ajustée se chiffre à 5,2% des ventes comparée à 5,9% pour le premier trimestre de 2010. Cette diminution est principalement attribuable aux facteurs suivants :

Une marge brute moins élevée qui s'explique par :

- Une pression sur les prix et un changement dans la gamme des produits vendus résultant d'une compétition accrue dans certains marchés combinée aux conditions économiques difficiles sévissant toujours aux États-Unis;
- Les pertes de ventes sur les magasins cédés et fermés en 2009 pour lesquels les marges aux installateurs étaient plus importantes.

En partie contrebalancé par un mix favorable de produits en faveur des produits importés.

Des dépenses d'opérations moins élevées dues aux facteurs suivants :

- L'élimination des dépenses d'opération des magasins fermés et cédés en 2009, lesquelles étant supérieures aux marges brutes, entraînaient des pertes d'opération;

En partie contrebalancées par :

- Une hausse des dépenses informatiques des systèmes actuels au Canada reliées à la sous-traitance affectée au support additionnel nécessaire durant l'implantation du système de gestion intégré et
- Les dépenses semi-variables qui ont connu une croissance plus rapide que les ventes.

ANALYSE DES AUTRES POSTES ET DONNÉES RELATIVES AUX RÉSULTATS CONSOLIDÉS (liés aux activités poursuivies)

(en milliers de dollars, sauf pourcentages)

	Premier trimestre		
	2010	2009	%
Intérêts	1 618	2 292	(29,4 %)
Amortissements	3 403	3 790	(10,2 %)
Impôts	2 077	4 662	
Taux d'impôt	21,7 %	31,9 %	

INTÉRÊTS

La réduction de la dépense d'intérêts s'explique principalement par la hausse du dollar canadien par rapport à la devise américaine, ainsi que par une baisse des taux d'intérêts.

AMORTISSEMENT

La réduction de la dépense d'amortissement est due à la hausse du dollar canadien par rapport à la devise américaine, en partie compensée par les acquisitions d'immobilisations et le développement des intangibles faits en 2008 et 2009 principalement pour la modernisation des systèmes de gestion, et du renouvellement de la flotte automobile aux États-Unis.

IMPÔTS

Au cours du dernier trimestre de 2009, la Compagnie a mis en place une nouvelle structure de financement pour la filiale américaine. Cette nouvelle structure, combinée à la baisse du taux d'impôt fédéral au Canada, a eu pour effet de réduire le taux d'imposition consolidé de la Compagnie.

Il est à noter que le taux d'impôt présenté au premier trimestre 2010 n'est pas caractéristique de celui prévu pour l'exercice en cours; les bénéfices de la nouvelle structure se matérialisant d'une façon linéaire tout au long de l'année, contrairement aux bénéfices d'opérations qui suivent une certaine saisonnalité.

BÉNÉFICE ET BÉNÉFICE PAR ACTION (liés aux activités poursuivies)

Le tableau suivant présente une conciliation du bénéfice et du bénéfice par action ajusté.

(en milliers de dollars, sauf pourcentage)

<i>Lié aux activités poursuivies</i>	Premier trimestre		
	2010	2009	%
Bénéfice	7 601	8 994	(15,5 %)
Éléments non récurrents ⁽¹⁾	784	-	
Bénéfice ajusté	8 385	8 994	(6,8 %)
Bénéfice par action	0,39	0,46	(15,2 %)
Éléments non récurrents par action	0,04	-	
Bénéfice par action ajusté	0,43	0,46	(6,5 %)

(1) Pour plus de détails, voir la section Analyse des résultats et conformité aux principes comptables généralement reconnus au Canada

BÉNÉFICE NET

En considérant la perte sur activités abandonnées, Uni-Sélect a enregistré un bénéfice net de 7 601 \$ en 2010 comparativement à 8 013 \$ en 2009. Le bénéfice de base par action ainsi que le bénéfice dilué par action se sont élevés à 0,39 \$ en 2010 par rapport à 0,41 \$ en 2009.

5. FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau suivant démontre les principaux flux de trésorerie qui découlent directement des différentes initiatives prises au cours du trimestre.

(en milliers de dollars)	Premier trimestre	
	2010	2009
Trésorerie au début du trimestre	15 850	9 682
Fonds générés par l'exploitation avant éléments du fonds de roulement	2 279	10 437
Comptes clients	(20 912)	(15 287)
Stock	(9 853)	(2 117)
Frais payés d'avance	(267)	536
Créditeurs	(8 386)	(16 850)
Impôts à recevoir / à payer	5 411	5 833
Éléments de fonds de roulement	(34 007)	(27 885)
Activités d'exploitation liées aux activités poursuivies	(31 728)	(17 448)
Développement d'actifs intangibles	(6 433)	(1 195)
Achat de divers actifs immobilisés	(2 904)	(2 179)
Versement de dividendes	(2 298)	(2 118)
Acquisitions d'entreprises	(1 074)	(668)
Remboursement de la dette à long terme	-	(1 356)
TOTAL des sorties de fonds	(44 437)	(24 964)
Dettes bancaires	26 585	12 117
Cessions d'éléments d'actif	1 417	-
Solde de prix d'achat	950	117
Placements et avances aux membres	382	877
TOTAL des entrées de fonds	29 334	13 111
Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées	(1 102)	1 385
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(87)	757
Autres	492	226
Trésorerie à la fin du trimestre	50	197

Éléments du fonds de roulement

Les éléments du fonds de roulement ont utilisé des liquidités de 34 007 \$ en 2010, comparativement à 27 885 \$ en 2009. Cette variation s'explique par le fait qu'au cours du premier trimestre les comptes-clients, les stocks et les payables ont été reconstruits; le mois de décembre 2009 ayant été faible en ventes du à la saisonnalité des opérations.

Développement d'actifs intangibles

Presqu'exclusivement lié au développement du progiciel de gestion intégrée.

Achat de divers actifs immobilisés

Ces achats comprennent, principalement l'exercice d'une option relativement à l'achat de la bâtisse du centre de distribution de Moncton, ainsi que le renouvellement du matériel informatique et de la flotte automobile.

Versement de dividendes

Le versement de dividendes aux détenteurs d'actions ordinaires, soit 0,117 \$ par action pour le trimestre, correspond à une hausse de 8,3 % sur le dividende du premier trimestre de 2009 de 0,108 \$.

Acquisition d'entreprise

Correspond à l'acquisition du regroupement AIM tel qu'annoncé le 2 février dernier. *(Pour plus de détails à cet effet, voir la note 6 aux États financiers consolidés.)*

Cessions d'éléments d'actifs

La Compagnie a procédé à la vente de 1 magasin corporatif au cours du trimestre afin de se recentrer sur ses activités de distribution. *(Pour plus de détails à cet effet, voir la note 7 aux États financiers consolidés.)*

Dettes bancaires

La Compagnie a recours en début d'année à la dette bancaire afin de financer son fonds de roulement, l'approvisionnement en inventaire pour la haute saison se faisant au cours du premier trimestre.

6. SITUATION FINANCIÈRE

Les principales variations des différents postes du bilan proviennent de la saisonnalité ainsi que la fluctuation de la devise canadienne par rapport au dollar américain.

Le tableau suivant présente une analyse des principaux postes qui ont varié aux bilans consolidés.

(en milliers de dollars)

	31 mars 2010	31 déc. 2009	Écart	Impact des acquisitions / cessions d'entreprises	Impact du taux de change	Écart net	Explication des écarts nets
Fonds de roulement excluant la trésorerie et les dettes bancaires	410 369	379 556	30 813	(1 204)	(9 153)	41 170	L'augmentation s'explique par la reconstitution du fonds de roulement suite à l'augmentation des ventes à la fin du premier trimestre par rapport à décembre 2009, en partie compensée par le paiement de certains comptes fournisseurs pour lesquels des termes avantageux avaient été négociés en décembre 2009.
Immobilisations	39 415	39 660	(245)	(50)	(688)	493	S'explique par les acquisitions qui ont excédé l'amortissement
Actifs intangibles	35 172	27 836	7 336	1 074	(541)	6 803	S'explique principalement par le développement du progiciel de gestion intégrée.
Écarts d'acquisition	92 224	93 961	(1 737)	(163)	(1 574)	0	
Dettes à long terme	173 578	178 866	(5 288)		(5 288)	0	

7. SOURCES DE FINANCEMENT

La Compagnie est en mesure de supporter financièrement ses initiatives.

La Compagnie dispose d'une facilité de crédit se composant d'un crédit rotatif de 235 000 \$ venant à échéance en octobre 2011 et d'un crédit d'exploitation de 90 000 \$, échéant en octobre 2010 et renouvelable pour une période d'un an. Au 31 mars, la Compagnie dispose, pour son développement, de 138 000 \$ en facilité de crédit non encore utilisée (175 000 \$ au 31 décembre 2009).

Avec sa capacité à générer des liquidités et la facilité de crédit disponible dont elle dispose, la Compagnie a donc les fonds nécessaires pour couvrir ses divers besoins de fonds dont principalement l'implantation d'un système de gestion intégrée de l'information, le paiement des dividendes, l'achat de divers actifs immobilisés, pour le renouvellement du matériel informatique et la modernisation de son parc de camions aux États-Unis ainsi que le paiement de ses diverses obligations opérationnelles et contractuelles

Programme de financement des comptes fournisseurs

Par ailleurs, au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2009, la Compagnie a mis sur pied un programme de financement des comptes fournisseurs. Selon ce programme, les institutions financières font des paiements accélérés escomptés aux fournisseurs, et la Compagnie, de son côté, fait le paiement complet à l'institution financière, selon de nouveaux termes prolongés conclus avec les fournisseurs. Au 31 mars 2010, selon ces ententes, Uni-Sélect finance 31 066 \$ pour lesquels les termes de paiements ont été prolongés. Ces montants sont présentés dans les comptes fournisseurs réguliers au bilan consolidé. Ce programme est disponible à demande et peut-être modifié par une ou l'autre des parties. Au 31 mars 2010, la Compagnie a une limite autorisée de 75 000 \$ pour ce programme.

Instruments financiers

La Compagnie utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de taux d'intérêt auquel l'expose sa dette. Elle n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ou de spéculation. En 2008, la Compagnie s'est engagée dans divers contrats de swap de taux d'intérêt dans le cadre de son programme de gestion des taux d'intérêt variables de sa dette et du coût d'emprunt global correspondant. Ces contrats, au montant de 120 000 \$, viennent à échéance en une série de trois tranches égales de 40 000 \$ en 2011, 2012 et 2013 et portent intérêt à un taux moyen de 3,68 %.

8. STRUCTURE DE CAPITAL

ENDETTEMENT

La Compagnie cherche à maintenir les objectifs suivants :

(en milliers de dollars, sauf pourcentages)

	Objectifs	31 mars 2010	31 déc. 2009	%
Dette à long terme et dépôts de garanties des marchands membres (incluant les portions à court terme)		181 297	186 556	(2,8 %)
Endettement total net		207 327	170 079	21,9 %
Capitaux propres		371 876	372 918	(0,3 %)
<i>Ratio d'endettement total net sur le capital investi</i>	<i>Inférieur à 45%</i>	35,8 %	31,4 %	
<i>Ratio de la dette à long terme sur les capitaux propres</i>	<i>Inférieur à 125%</i>	48,8 %	50,0 %	
<i>Ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA</i>	<i>Maximum 3,5</i>	2,51	1,92	

La variation des ratios d'endettement est attribuable aux facteurs suivants :

- L'augmentation de la dette bancaire pour supporter la reconstitution du fond de roulement;
- La variation des taux de change;
- Un BAIIA ajusté inférieur au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

CAPITAUX PROPRES

Selon sa politique de gestion du capital, la Compagnie cherche à atteindre les rendements suivants :

- Un rendement sur équité moyenne de 15% ;
- Un dividende correspondant à environ 20% des bénéfices nets de l'année précédente.

Rendement sur équité moyenne

Le rendement des capitaux propres moyens excluant la perte liée aux activités abandonnées est de 11,1 % pour le trimestre, comparativement à 11,6 % pour l'exercice 2009.

Renseignements supplémentaire sur le capital-actions

En date du 4 mai 2010, la Compagnie a en circulation 19 722 337 actions et des options non exercées portant sur 67 949 actions. (De l'information supplémentaire sur le régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés cadres et des membres de la direction en date du 31 décembre 2009 est présentée à la note 22 afférente aux états financiers consolidés contenue dans le rapport annuel.)

Dividendes

La Compagnie a versé 2 298 \$ en dividendes au cours du premier trimestre, soit 0.117 \$ par action, comparativement à 2 118 \$ ou 0.108 \$ par action pour le trimestre correspondant de 2009. La Compagnie a par ailleurs déclaré en date du 30 mars 2010 un dividende de 0,117 \$, qui a été versé le 21 avril 2010 aux actionnaires inscrits le 31 mars 2010 .

9. CONFORMITÉ AUX PRINCIPES COMPTABLES GÉNÉRALEMENT RECONNUS AU CANADA

À moins qu'il ne soit indiqué autrement, l'information financière présentée ci-après, est préparée conformément aux principes comptables généralement reconnus (« PCGR ») du Canada. L'information comprise dans ce rapport renferme certains renseignements qui ne sont pas des mesures du rendement conformes aux PCGR dont :

Croissance organique	Cette mesure consiste à quantifier l'augmentation des ventes consolidées entre deux périodes données, en excluant l'impact des acquisitions et des ventes de magasins, des alliances stratégiques ainsi que celui des variations du taux de change. Uni-Sélect utilise cette mesure car elle aide à juger de l'évolution intrinsèque des ventes générées par sa base opérationnelle par rapport au reste du marché. La détermination du taux de croissance organique, qui est fondée sur des constats raisonnables aux yeux de la direction, pourrait différer des taux de croissance organique réels. Cette mesure pourrait aussi ne pas correspondre à des mesures portant un nom similaire employées par d'autres sociétés.
BAIIA	Cette mesure représente le bénéfice d'exploitation avant intérêts, amortissements, impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle, car il s'agit d'un indicateur financier largement accepté de la capacité d'une société de rembourser et d'assumer ses dettes. Les investisseurs ne doivent pas le considérer comme un critère remplaçant les ventes ou le bénéfice net, ni comme un indicateur des résultats d'exploitation ou de flux de trésorerie, ni comme un paramètre de mesure de liquidité mais plutôt comme une information complémentaire. Étant donné que le BAIIA n'est pas établi conformément aux PCGR du Canada, il pourrait ne pas être comparable au BAIIA d'autres sociétés. Dans l'état des résultats de la Compagnie, le BAIIA correspond au poste « Bénéfice avant les postes suivants.
Marge du BAIIA	Ce ratio correspond au BAIIA divisé par les ventes.
Éléments non récurrents	Il s'agit de coûts inhabituels qui selon la Direction ne sont ni caractéristiques ni représentatifs des opérations régulières de la Compagnie. On y trouve les frais non capitalisables liés à la mise en place du progiciel de gestion intégrée. Dans le présent document, des analyses de variations du BAIIA, du bénéfice lié aux activités poursuivies et du bénéfice par action lié aux activités poursuivies sont présentés, excluant ces éléments non récurrents. Bien que ces mesures n'aient pas de sens normalisé par les PCGR, la direction de la Compagnie considère qu'elles constituent de bons indicateurs de comparaison de la performance opérationnelle des activités.

BAlIA ajusté	Cette mesure correspond au BAlIA plus les éléments non récurrents. Selon la Direction, le BAlIA ajusté est plus représentatif de la performance opérationnelle de la Compagnie, et plus approprié pour fournir de l'information additionnelle aux investisseurs, car il permet de démontrer la capacité de cette dernière à rembourser ses dettes. Étant donné que le BAlIA n'est pas établi conformément aux PCGR du Canada, il pourrait ne pas être comparable au BAlIA d'autres sociétés. Pour le premier trimestre 2010, les seuls éléments non-récurrents sont les frais non-capitalisés liés à la mise en place du progiciel de gestion intégrée.
Endettement total net	Cette mesure comprend les dettes bancaires, la dette à long terme et les dépôts de garantie des clients (incluant les portions à court terme), net de la trésorerie.
Coefficient d'endettement total net sur le capital investi total	Ce coefficient correspond à l'endettement total net divisé par la somme de l'endettement total net et des capitaux propres. Ces deux mesures ne sont pas établies conformément aux PCGR et pourraient ne pas être comparables à des mesures d'autres sociétés portant des noms similaires.
Dette financée par emprunt sur le BAlIA	Ce ratio correspond aux dettes bancaires, à la dette à long terme et aux dépôts de garantie des clients (incluant les portions à court terme) sur le BAlIA.

La Compagnie croit qu'un grand nombre d'utilisateurs de son rapport de gestion analysent les résultats d'après ces mesures de rendement. Ces mesures non-conformes aux PCGR sont tirées principalement des états financiers consolidés, mais n'ont pas un sens normalisé prescrit par les PCGR du Canada ; par conséquent, d'autres sociétés utilisant ces termes ou des termes similaires peuvent les calculer différemment.

10. RÉSULTATS D'EXPLOITATION TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS (liés aux activités poursuivies)

Les résultats trimestriels sont en quelque sorte affectés par la saisonnalité. La Compagnie réalise des profits dans chacun des trimestres, mais historiquement, les deuxième et troisième trimestres ont toujours été plus fertiles en ventes que les premier et quatrième. Pour l'année 2008, le quatrième trimestre, par rapport aux autres trimestres de 2008, déroge à cette règle car il inclut les ventes de Parts Depot acquis en septembre 2008 combiné à la force de la devise américaine qui sévissait à cette période.

Enfin, puisque plus de 60% des activités de la Compagnie sont aux États-Unis, la comparaison des résultats d'un trimestre à l'autre doit tenir compte de la variation importante des devises.

Le tableau suivant résume les principales informations financières tirées des états financiers consolidés intermédiaires pour chacun des huit derniers trimestres.

(en milliers de dollars, sauf montant par action et pourcentages)

	1 ^{er} trimestre		4 ^{ème} trimestre		3 ^{ème} trimestre		2 ^{ème} trimestre	
	2010	2009	2009	2008	2009	2008	2009	2008
Ventes								
États-Unis	193 189	232 936	189 574	227 940	220 131	172 092	241 541	168 181
Canada	113 775	117 908	126 060	125 081	139 105	136 070	142 620	149 504
	306 964	350 844	315 634	353 021	359 236	308 162	384 161	317 685
BAlIA lié aux activités poursuivies	14 614	20 709	9 170	27 808	27 159	23 195	31 768	25 017
BAlIA ajusté lié aux activités poursuivies	15 815	20 709	14 494	29 121	28 830	23 372	31 768	25 017
<i>Marge du BAlIA ajustée liée aux activités poursuivies</i>	5,2 %	5,9 %	4,6 %	8,2 %	8,0 %	7,6 %	8,3 %	7,9 %
Bénéfice ajusté lié aux activités poursuivies	8 385	8 994	8 571	15 156	14 096	12 031	16 029	13 179
Bénéfice lié aux activités poursuivies	7 601	8 994	5 309	14 390	13 018	11 909	16 029	13 179
Bénéfice net	7 601	8 013	7 248	14 816	7 901	12 354	15 408	12 689
Bénéfice de base et dilué par action ajusté lié aux activités poursuivies	0,43	0,46	0,44	0,77	0,71	0,61	0,81	0,67
Bénéfice de base et dilué par action lié aux activités poursuivies	0,39	0,46	0,27	0,73	0,66	0,60	0,81	0,67
Bénéfice de base et dilué par action	0,39	0,41	0,37	0,75	0,40	0,63	0,78	0,64
Dividende versé par action	0,117	0,108	0,116	0,108	0,117	0,108	0,117	0,108
Taux de change moyen des résultats	1,04	1,25	1,06	1,22	1,10	1,04	1,20	1,01

11. MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Normes internationales d'information financière

En février 2008, le Conseil des normes comptables de l'ICCA a annoncé que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes adopteront les Normes internationales d'information financière (IFRS) établies par le Conseil des normes comptables internationales pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Les IFRS remplaceront les normes canadiennes.

En 2008, pour assurer une conversion réussie, la Compagnie a élaboré un plan global de transition.

PHASE	ÉCHÉANCIERS	RÉALISATION
Phase 1: Sensibilisation <ul style="list-style-type: none"> ○ Préparation du plan global de transition ○ Mobilisation de l'organisation ○ Confirmation de l'implication de la direction ○ Assignation des membres de l'équipe pour le projet ○ Établissement des méthodes pour l'analyse des normes 	Fin 2008	Complétée
Phase 2: Évaluation <ul style="list-style-type: none"> ○ Finalisation du plan global de transition ○ Identification des différences entre les normes canadiennes et les IFRS ○ Révision générale des choix (exemptions IFRS 1) ○ Début des formations pour l'équipe, la haute direction et les membres du conseil d'administration 	Deuxième trimestre 2009	Complétée
Phase 3: Conception <ul style="list-style-type: none"> ○ Identification des impacts sur les systèmes ○ Finalisation des choix (IFRS 1 et choix explicites) ○ Résolution des différences entre les IFRS et les normes canadiennes ○ Établissement des conventions comptables ○ Préparation du modèle d'états financiers IFRS 	Deuxième trimestre 2010	L'équipe IFRS participe à l'implantation du progiciel de gestion intégrée pour s'assurer que la configuration est faite en conformité avec les IFRS. L'analyse des exemptions IFRS 1 et des choix explicites est complétée La résolution des différences entre les IFRS et les normes canadiennes et la préparation des états financiers modèles IFRS sont en cours
Phase 4: Mise en œuvre <ul style="list-style-type: none"> ○ Conciliation des balances d'ouverture (TM2 2010) ○ Préparation des états financiers intermédiaires IFRS 2010 en parallèle avec les états financiers selon les normes canadiennes (comparables pour 2011) ○ Suite des formations pour l'ensemble de 	Fin 2010	La préparation du bilan d'ouverture est en cours

PHASE	ÉCHÉANCIERS	RÉALISATION
l'organisation <ul style="list-style-type: none"> ○ Détermination des impacts sur l'infrastructure, les activités commerciales et les activités de contrôle et réalisation des ajustements nécessaires ○ Publication des états financiers IFRS (TM1 2011) 		

Les deux premières phases du plan de transition sont complétées. La Compagnie complète présentement l'analyse de l'impact des différences entre les normes canadiennes et les IFRS sur les conventions comptables, les états financiers et l'information à fournir. Le bilan d'ouverture est également en cours de préparation. Des modifications de conventions comptables sont probables et devraient avoir une incidence sur les états financiers consolidés de la Compagnie. Un processus de rapport d'étape au comité de vérification sur le statut du projet IFRS a été instauré.

Regroupements d'entreprises

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582, Regroupements d'entreprises, remplaçant le chapitre 1581 du même nom. Ce chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises effectués au cours des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. La Compagnie analysera les impacts de l'application de ce chapitre lors de l'analyse des Normes internationales d'information financière.

États financiers consolidés

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, États financiers consolidés, remplaçant le chapitre 1600 du même nom. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. La Compagnie analysera les impacts de l'application de ce chapitre lors de l'analyse des Normes internationales d'information financière.

Participations sans contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1602, Participations sans contrôle, remplaçant le chapitre 1600, États financiers consolidés. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour la comptabilisation de la participation sans contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises. La Compagnie analysera les impacts de l'application de ce chapitre lors de l'analyse des Normes internationales d'information financière.

12. GESTION DES RISQUES

La Compagnie fait de façon continue une gestion de ses risques d'affaires afin de diminuer son exposition aux risques et incertitudes opérationnelles ou financiers. Conséquemment la direction revoit continuellement l'ensemble des contrôles et des mesures préventives afin qu'ils soient mieux appariés aux risques potentiels auxquels la Compagnie pourraient être exposés. De plus un rapport sur notre programme de gestion des risques est revu annuellement par le Comité de vérification de la Compagnie.

Cette gestion des risques guide la direction dans sa gestion quotidienne des opérations, dont entre autres, sur les mesures de réduction de coûts et l'ajout ou le retrait de produits à la gamme existante. Elle a également un impact direct sur les prises de décisions en ce qui a trait aux investissements, aux acquisitions ou dispositions d'actifs et au financement de la croissance de la Compagnie.

Mise à jour trimestrielle

Une description complète des principaux risques est disponible dans la section rapport de gestion du rapport annuel 2009. Cette section traite des risques suivants pour lesquels aucun changement majeur n'est survenu au cours du premier trimestre de 2010 soit : les risques reliés à l'industrie, à la conjoncture économique, au parc automobile, à la technologie, à l'inflation, au prix du carburant, au taux d'intérêt et au modèle d'affaires de la Compagnie.

Les risques suivants ont été mis à jour :

Répartition géographique et taux de change

Le taux de change entre le dollar canadien et américain a varié considérablement au cours du premier trimestre de 2010. Le taux moyen passant de 1.24 en 2009 à 1.05 en 2010. Quoique cet impact soit strictement de nature comptable et n'affecte en rien les flux de trésorerie, cette variation a eu un impact important sur les résultats d'opération américains rapportés en dollars canadiens. Compte tenu de l'information dont nous disposons à ce jour et des taux qui prévalent actuellement sur le marché, un impact similaire est à prévoir pour les deux prochains trimestres de l'exercice courant.

Les systèmes d'opérations et systèmes financiers

Tel que décrit dans le rapport de gestion du 31 décembre 2009, la Compagnie procèdera en 2010 à l'implantation d'un nouveau logiciel intégré de gestion. Au cours du premier trimestre, la Compagnie a effectué la première de trois phases de test du module financier du système. Afin de palier aux risques d'implantation, la Compagnie débutera par l'implantation du module financier durant le troisième trimestre et déploiera de façon progressive le module d'exploitation dès le quatrième trimestre de 2010 pour se poursuivre sur les exercices 2011 et 2012.

La Compagnie travaille actuellement à revoir tous les contrôles actuels et futurs entourant l'implantation de nouvelles méthodes et procédures ainsi que diverses interfaces temporaires et permanentes requises pour la mise en opération de ces systèmes. La Compagnie est accompagnée dans cette démarche par diverses firmes d'experts en implantation de tels systèmes. En plus de faciliter la gestion de toutes les facettes de l'organisation, ce système consolidera plusieurs applications opérationnelles et financières et ajoutera plusieurs contrôles qui font présentement l'objet de contrôles compensatoires.

13. EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Contrôles et procédures de communication de l'information

Uni-Sélect a poursuivi son évaluation continue des contrôles et procédures de communication de l'information conformément aux exigences du Règlement 52-109. Au 31 mars 2010, le président et chef de la direction et le vice-président et chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information sont efficaces.

Contrôles internes à l'égard de l'information financière

Uni-Sélect a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière au 31 mars 2010 conformément aux exigences du Règlement 52-109. Cette évaluation a permis au président et chef de la direction et au vice-président et chef de la direction financière de conclure que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces et fournissent une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers consolidés d'Uni-Sélect ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada. Au fil des années, plusieurs contrôles compensatoires ont été ajoutés aux divers contrôles automatisés des systèmes en place afin de palier aux risques que pourraient engendrer les interfaces entre les systèmes, lesquels sont en processus de changement.

De plus, ces travaux ont permis de déterminer qu'au cours du trimestre terminé le 31 mars 2010, aucun changement important aux contrôles internes à l'égard de l'information financière n'a été fait qui aurait eu une incidence importante ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante sur ces contrôles.

14. PERSPECTIVES

Au cours des trois prochains trimestres de l'exercice 2010, la Compagnie mettra l'emphase sur les trois objectifs principaux suivant soient :

- Arrimer et poursuivre ses efforts de développement en fonction de la nouvelle structure administrative qui met l'emphase sur 2 axes soit la maximisation des ventes auprès des grossistes indépendants et l'amélioration de l'efficacité opérationnelle auprès de la clientèle de ses magasins corporatifs
- Poursuivre le déploiement ordonné du nouveau système intégré de gestion en s'assurant de faciliter la transition pour les ressources internes et le service à la clientèle par une saine gestion du changement
- Accentuer les efforts afin de poursuivre sa croissance par acquisition aux États-Unis où les occasions de développement sont présentes due à la relative fragmentation du marché

La direction est confiante, suite au déploiement de sa stratégie de croissance, de contrôle des coûts et des actifs, de continuer à améliorer sa rentabilité à court et à long terme. La Compagnie se positionne afin de profiter pleinement des opportunités d'affaires présentes dans son secteur d'activités.



Richard G. Roy, CA
Président et chef de la direction



Denis Mathieu, CA
Vice-président et chef de la direction financière

Approuvé par le Conseil d'administration le 4 mai 2010.

Uni-Sélect Inc.
États financiers intermédiaires
consolidés
pour les trimestres terminés les
31 mars 2010 et 2009



UNI-SELECT®

États financiers

Résultats consolidés	23
Résultat étendu consolidé	24
Bénéfices non répartis consolidés	24
Flux de trésorerie consolidés	25
Bilans consolidés	26
Notes complémentaires	27-30

Avis relatif à l'examen des états financiers intermédiaires consolidés

Les états financiers intermédiaires consolidés pour
les périodes terminées les 31 mars 2010 et 2009
n'ont pas fait l'objet d'un examen par le vérificateur
de la Compagnie.

Uni-Sélect Inc.
Résultats consolidés

des périodes de trois mois terminées les 31 mars 2010 et 2009

(en milliers de dollars, à l'exception des bénéfices par action, non vérifiés)

	3 mois	
	2010	2009
	\$	\$
Ventes	306 964	350 844
Bénéfice avant les postes suivants :	14 614	20 709
Intérêts (note 3)	1 618	2 292
Amortissements (note 3)	3 403	3 790
	5 021	6 082
Bénéfice avant impôts sur les bénéfices et part des actionnaires sans contrôle	9 593	14 627
Impôts sur les bénéfices (note 4)		
Exigibles	11 024	8 142
Futurs	(8 947)	(3 480)
	2 077	4 662
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle	7 516	9 965
Part des actionnaires sans contrôle	(85)	971
Bénéfice lié aux activités poursuivies	7 601	8 994
Perte liée aux activités abandonnées (note 8)	-	(981)
Bénéfice net	7 601	8 013
Résultat de base et dilué par action (note 5)		
Lié aux activités poursuivies	0,39	0,46
Lié aux activités abandonnées	-	(0,05)
Bénéfice net	0,39	0,41
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	19 716 357	19 697 727
Nombre d'actions ordinaires émises et en circulation	19 722 337	19 708 796

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Uni-Sélect Inc.
Résultat étendu consolidé
Bénéfices non répartis consolidés

des périodes de trois mois terminées les 31 mars 2010 et 2009

(en milliers de dollars, non vérifiés)

	3 mois	
	2010	2009
	\$	\$
RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉ		
Bénéfice net	7 601	8 013
Autres éléments du résultat étendu		
Pertes non réalisées sur les instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie (déduction faite des impôts de 496 \$ (286 \$ en 2009))	(1 158)	(614)
Reclassement dans le bénéfice net des pertes réalisées sur les instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie (déduction faite des impôts de 267 \$ (219 \$ en 2009))	796	470
Gain (perte) de change non réalisé(e) sur la conversion de la dette à long terme désignée comme élément de couverture des investissements nets dans les filiales étrangères autonomes	5 295	(591)
Gains (pertes) de change latent(e)s sur conversion des états financiers des filiales étrangères autonomes	(11 387)	6 265
Autres éléments du résultat étendu	(6 454)	5 530
Résultat étendu	1 147	13 543
BÉNÉFICES NON RÉPARTIS CONSOLIDÉS		
Solde au début	353 625	324 241
Bénéfice net	7 601	8 013
	361 226	332 254
Dividendes	2 298	2 295
Solde à la fin	358 928	329 959

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Uni-Sélect Inc.
Flux de trésorerie consolidés

des périodes de trois mois terminées les 31 mars 2010 et 2009

(en milliers de dollars, à l'exception des dividendes versés par action, non vérifiés)

	3 mois	
	2010	2009
	\$	\$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Bénéfice tiré des activités poursuivies	7 601	8 994
Éléments hors caisse		
Amortissements	3 403	3 790
Amortissement du gain reporté relatif à un contrat de cession-bail	(54)	(67)
Impôts futurs	(8 947)	(3 480)
Coût de la rémunération au titre des régimes d'options d'achat d'actions	20	32
Charge de retraite excédant les cotisations	341	197
Part des actionnaires sans contrôle	(85)	971
	<u>2 279</u>	<u>10 437</u>
Variations d'éléments du fonds de roulement	(34 007)	(27 885)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation poursuivies	(31 728)	(17 448)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation abandonnées	(1 102)	1 428
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	<u>(32 830)</u>	<u>(16 020)</u>
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Acquisitions d'entreprises (note 6)	(1 074)	(668)
Cession d'éléments d'actif (note 7)	1 417	-
Solde de prix de vente	950	117
Rachat de part des actionnaires sans contrôle	-	(37)
Placements	17	-
Avances à des marchands membres	(729)	(371)
Encaissements d'avances à des marchands membres	1 094	1 248
Immobilisations	(2 904)	(2 179)
Cession d'immobilisations	364	-
Actifs intangibles	(6 433)	(1 195)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement poursuivies	(7 298)	(3 085)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement abandonnées	-	(43)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	<u>(7 298)</u>	<u>(3 128)</u>
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Dettes bancaires	26 585	12 117
Remboursement de dette à long terme	(26)	(1 356)
Dépôts de garantie des marchands membres	64	61
Émission d'actions	90	202
Dividendes versés	(2 298)	(2 118)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement poursuivies	<u>24 415</u>	<u>8 906</u>
Incidence des fluctuations de taux de change sur la trésorerie	(87)	757
Diminution nette de la trésorerie	<u>(15 800)</u>	<u>(9 485)</u>
Trésorerie au début	<u>15 850</u>	<u>9 682</u>
Trésorerie à la fin	<u>50</u>	<u>197</u>
Dividendes versés par action	<u>0,117</u>	<u>0,108</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Uni-Sélect Inc.
Bilans consolidés

aux 31 mars 2010 et 2009

(en milliers de dollars, non vérifiés)

	31 mars	31 mars	31 décembre
	2010	2009	2009
	\$	\$	\$
			(vérifié)
ACTIF			
Actif à court terme			
Trésorerie	50	197	15 850
Débiteurs	167 624	194 291	150 440
Impôts sur les bénéfices à recevoir	–	4 042	3 859
Stock (note 9)	402 455	495 280	402 550
Frais payés d'avance	6 713	6 262	6 914
Impôts futurs	10 189	10 390	10 065
Actif lié aux activités abandonnées (note 8)	2 847	–	3 777
	589 878	710 462	593 455
Placements et escomptes de volume à recevoir, au coût	16 933	8 045	16 831
Immobilisations	39 415	47 800	39 660
Frais de financement	525	733	555
Actifs intangibles	35 172	16 576	27 836
Écarts d'acquisition	92 224	101 390	93 961
Impôts futurs	3 151	3 632	3 359
	777 298	888 638	775 657
PASSIF			
Passif à court terme			
Dettes bancaires	26 102	12 197	44
Créditeurs	172 775	199 447	181 773
Impôts sur les bénéfices à payer	1 737	–	–
Dividendes à payer	2 298	2 295	2 298
Versements sur la dette à long terme et sur les dépôts de garantie des marchands membres	96	148	402
Impôts futurs	2 201	2 148	11 192
Passif lié aux activités abandonnées (note 8)	352	–	2 384
	205 561	216 235	198 093
Gain reporté relatif à un contrat de cession-bail	1 922	2 651	2 036
Dette à long terme	173 578	214 614	178 866
Dépôts de garantie des marchands membres	7 623	8 027	7 288
Instruments financiers dérivés	5 773	8 831	5 182
Impôts futurs	7 598	5 024	7 821
Part des actionnaires sans contrôle	3 367	49 073	3 453
	405 422	504 455	402 739
CAPITAUX PROPRES			
Capital-actions	50 242	50 040	50 152
Surplus d'apport	374	259	355
Bénéfices non répartis	358 928	329 959	353 625
Cumul des autres éléments du résultat étendu (note 10)	(37 668)	3 925	(31 214)
	371 876	384 183	372 918
	777 298	888 638	775 657

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Uni-Sélect Inc. Notes complémentaires

aux 31 mars 2010 et 2009

(en milliers de dollars, à l'exception des montants par action, non vérifiés)

1 - MODE DE PRÉSENTATION

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints sont conformes aux principes comptables généralement reconnus du Canada applicables aux états financiers intermédiaires et ne comprennent pas toute l'information exigée pour des états financiers complets. Ces états financiers sont aussi conformes aux conventions comptables décrites dans les états financiers vérifiés de la Compagnie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009. Les états financiers intermédiaires et les notes complémentaires doivent être lus en tenant compte des états financiers vérifiés de la Compagnie pour l'exercice terminé le 31 décembre 2009. Au besoin, les états financiers comprennent des montants qui ont été établis d'après les estimations éclairées et les meilleurs jugements de la direction. Les résultats d'exploitation pour les périodes intermédiaires présentées ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui sont attendus pour l'exercice.

Ces états financiers intermédiaires utilisent les mêmes conventions comptables qu'en 2009. Certaines données de 2009 ont été reclassées afin de se conformer à la présentation adoptée en 2010. La Compagnie divulgue maintenant un secteur d'exploitation soit la distribution de pièces automobiles.

2 - MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

Regroupement d'entreprises

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1582, Regroupement d'entreprises, remplaçant le chapitre 1581 du même nom. Ce chapitre s'applique prospectivement aux regroupements d'entreprises effectués au cours des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises. La Compagnie analysera les impacts de l'application de ce chapitre lors de l'analyse des Normes internationales d'information financière.

États financiers consolidés

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1601, États financiers consolidés, remplaçant le chapitre 1600 du même nom. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. La Compagnie analysera les impacts de l'application de ce chapitre lors de l'analyse des Normes internationales d'information financière.

Participations sans contrôle

En janvier 2009, l'ICCA a publié le chapitre 1602, Participations sans contrôle, remplaçant le chapitre 1600, États financiers consolidés. Ce chapitre s'applique aux états financiers intermédiaires et annuels ouverts à compter du 1er janvier 2011. Le chapitre définit des normes pour la comptabilisation de la participation sans contrôle dans une filiale dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises. La Compagnie analysera les impacts de l'application de ce chapitre lors de l'analyse des Normes internationales d'information financière.

3 - INFORMATIONS SUR LES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

	3 mois	
	2010	2009
	\$	\$
Intérêts liés aux		
Autres passifs financiers		
Intérêts sur les dettes bancaires	98	323
Intérêts sur la dette à long terme	1 576	2 044
Intérêts sur les dépôts de garantie des marchands membres	29	67
	<u>1 703</u>	<u>2 434</u>
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		
Produits d'intérêts sur la trésorerie	(25)	(4)
Prêts et créances		
Produits d'intérêts auprès des marchands membres	(60)	(138)
	<u>(85)</u>	<u>(142)</u>
	<u>1 618</u>	<u>2 292</u>
Amortissements		
Amortissement des immobilisations		
	2 735	3 130
Amortissement des actifs intangibles et d'autres actifs		
	668	660
	<u>3 403</u>	<u>3 790</u>

4 - IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Le taux d'imposition effectif de la Compagnie est différent du taux d'imposition statutaire combiné au Canada. Cette différence résulte des éléments suivants :

	3 mois	
	2010	2009
	%	%
Taux d'imposition statutaire au fédéral	18,00	19,00
Incidence des taux d'imposition statutaires des provinces	11,25	11,86
Taux d'imposition différents appliqués dans le pays de domiciliation fiscale des établissements étrangers	9,68	4,69
Taux d'imposition statutaire combiné de la Compagnie	38,93	35,55
Bénéfice fiscal provenant d'une structure de financement	(18,02)	(2,09)
Charges non-déductibles fiscalement	0,35	0,35
Profit reporté à des années ultérieures à taux moindre	(0,22)	(0,21)
Constatations d'économies fiscales non comptabilisées antérieurement	-	(1,28)
Autres	0,61	(0,45)
	<u>21,65</u>	<u>31,87</u>

5 - BÉNÉFICE PAR ACTION

Le nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour le calcul du bénéfice de base par action est de 19 716 357 pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2010 (19 697 727 en 2009). L'incidence de la levée des options d'achat d'actions est de 11 574 actions pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2010 (17 296 en 2009) ce qui donne un nombre moyen pondéré d'actions de 19 727 931 pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2010 (19 715 023 en 2009) pour le calcul du bénéfice dilué par action.

6 - ACQUISITIONS D'ENTREPRISES

La Compagnie a acquis les actions d'une compagnie pour une contrepartie en espèces de 1 074 \$ ainsi qu'une contrepartie conditionnelle payable aux vendeurs selon l'atteinte de certains objectifs de rendement. La répartition du coût d'acquisition sera revue pour considérer la contrepartie conditionnelle lorsque qu'il pourra être établi par la Compagnie que les objectifs seront atteints.

7 - CESSION D'ÉLÉMENTS D'ACTIF

La Compagnie a cédé certains éléments d'actif et de passif d'un magasin pour une contrepartie en espèce de 2 132 \$ dont un montant de 715 \$ est à recevoir.

8 - ABANDON D'ACTIVITÉS

En 2009, la Compagnie a procédé à la cession de certains éléments d'actif et de passif de sa filiale Palmar Inc.

Conformément au chapitre 3475 du Manuel de l'ICCA, intitulé "Sortie d'actifs à long terme et abandon d'activités", les résultats d'exploitation du groupe ainsi que la perte liée à l'abandon des activités ont été reclassés et présentés dans les états consolidés des résultats sous "Perte liée aux activités abandonnées" pour les périodes terminées les 31 mars 2010 et 2009 alors que l'actif et le passif de Palmar Inc. aux 31 mars 2010 et 31 décembre 2009 ont été reclassés et présentés dans le bilan consolidé sous les postes "Actif ou passif lié aux activités abandonnées".

Le tableau suivant fournit les résultats des activités abandonnées pour les périodes terminées les 31 mars 2010 et 2009:

	3 mois	
	2010	2009
	\$	\$
Ventes	-	11 896
Perte avant les postes suivants	-	(1 304)
Intérêts	-	45
Amortissements	-	67
Perte avant éléments non-récurrents et impôts sur les bénéfices	-	(1 416)
Éléments non-récurrents	-	(70)
Perte avant impôts sur les bénéfices	-	(1 486)
Impôts sur les bénéfices	-	(505)
Perte liée aux activités abandonnées	-	(981)

Le tableau suivant fournit le détail des actifs et passifs liés aux activités abandonnées aux 31 mars 2010 et 31 décembre 2009:

	31 mars	31 décembre
	2010	2009
	\$	\$
Actif		
Trésorerie	22	671
Débiteurs	365	646
Impôt à recevoir	68	68
Impôts futurs	2 392	2 392
Actif lié aux activités abandonnées	2 847	3 777
Passif		
Créditeurs	352	2 384
Passif lié aux activités abandonnées	352	2 384

9 - STOCK

Le coût du stock passé en charges est de 219 003 \$ pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2010 (239 378 \$ en 2009).

10 - CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT ÉTENDU

	31 mars 2010	31 décembre 2009
	<u>\$</u>	<u>\$</u>
Solde au début	(31 214)	(1 605)
Autres éléments du résultat étendu des exercices	(6 454)	(29 609)
Solde à la fin	<u>(37 668)</u>	<u>(31 214)</u>

La composition du cumul des autres éléments du résultat étendu aux 31 mars 2010 et 31 décembre 2009 est la suivante:

Écart de conversion cumulé	(33 627)	(27 535)
Variations cumulées de la juste valeur des instruments financiers dérivés utilisés comme couverture (net d'impôts futurs de 1 732 \$ (1 503 \$ en 2009))	(4 041)	(3 679)
	<u>(37 668)</u>	<u>(31 214)</u>

11 - AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Au 31 mars 2010, les régimes de retraite de la Compagnie sont des régimes à prestations et cotisations déterminées.

Pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2010, la charge totale à l'égard des régimes de retraite à cotisations déterminées s'est élevée à 318 \$ (265 \$ en 2009) et à 653 \$ (663 \$ en 2009) pour les régimes de retraite à prestations déterminées.

12 - GARANTIES

En vertu de conventions de rachats de stocks, la Compagnie s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients dans une proportion variant de 60 % à 75 % de la valeur au coûtant des stocks pour un montant maximum de 65 100 \$ (64 269 \$ en 2009). Dans l'éventualité d'un recours, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la Compagnie. Ces conventions sont d'une durée indéterminée. De l'avis de la direction, la probabilité est faible que des pertes soient prises en charge en vertu de cette obligation puisque la valeur des actifs détenus en garantie est nettement supérieure à l'obligation de la Compagnie.

13 - INFORMATIONS GÉOGRAPHIQUES

	3 mois	
	2010	2009
	<u>\$</u>	<u>\$</u>
Ventes au Canada	113 775	117 908
Ventes aux Etats-Unis	193 189	232 936
	<u>306 964</u>	<u>350 844</u>

	31 mars 2010		
	Canada	Etats-Unis	Total
	<u>\$</u>	<u>\$</u>	<u>\$</u>
Immobilisations	17 078	22 337	39 415
Actifs intangibles	17 287	17 885	35 172
Écarts d'acquisition	40 671	51 553	92 224

	31 décembre 2009		
	Canada	Etats-Unis	Total
	<u>\$</u>	<u>\$</u>	<u>\$</u>
Immobilisations	15 399	24 261	39 660
Actifs intangibles	15 056	12 780	27 836
Écarts d'acquisition	40 835	53 126	93 961